

Burundi : les négociations pouvoir-opposition ajournées sine die

@rib News, 19/07/2015 – Source AFP – A deux jours d'une présidentielle controversée, les pourparlers entre le pouvoir et l'opposition, destinés à sortir le Burundi de la crise qu'il traverse depuis fin avril, ont été ajournés sine die dimanche par la médiation ougandaise en raison de l'absence du gouvernement. Aucun représentant du camp présidentiel (gouvernement, parti au pouvoir CNDD-FDD ou alliés) ne s'est présenté à l'hôtel de Bujumbura où se tiennent les discussions, ajournées samedi après des débats houleux. Le ministre burundais de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, avait annoncé dimanche vouloir interrompre le dialogue pour déterminer la suite à y donner.

La candidature du président Pierre Nkurunziza, qui brigue un troisième mandat à la présidentielle prévue mardi, a plongé depuis fin avril le Burundi dans une grave crise caractérisée de violences ayant fait plus de 80 morts. Les adversaires de M. Nkurunziza estiment que la Constitution lui interdit de se représenter. « Il faut être deux pour dialoguer. L'absence du gouvernement signifie que nous devons suspendre jusqu'à ce qu'il soit prêt à continuer le dialogue », a expliqué le médiateur ougandais, Crispus Kiyonga, à la presse. « Nous avons attendu, passé des heures de fil et nous n'avons vu personne du gouvernement; nous n'avons reçu aucune réponse à nos appels téléphoniques », a-t-il déploré. « Le dialogue n'est pas terminé », a néanmoins assuré le médiateur. « Dès que nous serons prêts, nous reviendrons aux discussions », a-t-il affirmé, laissant le bannière du doute au gouvernement. Nous devons donner une chance au gouvernement. « Peut-être que d'ici la fin de la journée ils nous diront ce qui s'est passé », a-t-il ajouté. « Les discussions n'ont pas échoué et des résultats ont été obtenus », a poursuivi le médiateur ougandais de la Défense, qui a pris le relais jeudi à Bujumbura de son président Yoweri Museveni, mandaté par ses pairs de la Communauté est-africaine (EAC) pour assurer la médiation entre acteurs de la crise burundaise. « Un, c'était la première fois que l'opposition et le gouvernement s'asseyaient ensemble, deux, ils se sont mis d'accord sur quels étaient les problèmes, trois, ils ont commencé à discuter et sont parvenus à un consensus sur le sujet de la sécurité et du retour des 150.000 réfugiés qui ont fui dans les pays voisins le climat présidentiel déstabilisé », selon M. Kiyonga. « Vide institutionnel » « Nous avons demandé au facilitateur une interruption du dialogue pour qu'on puisse se concerter sur la suite à lui réserver », a déclaré Edouard Nduwimana. Les négociations ont été ajournées depuis samedi en fin d'après-midi, après des échanges houleux. Des représentants de l'opposition appellent à la création d'un « Conseil national pour le respect de l'Accord d'Arusha », un accord selon lequel le président Pierre Nkurunziza n'a pas le droit de se représenter à l'élection présidentielle. L'opposition et la société civile estiment que le camp présidentiel cherche à gagner du temps pour éviter d'aborder avant le scrutin le second sujet à l'ordre du jour, le calendrier électoral qu'elles contestent ; l'opposition burundaise demande un nouveau report de l'élection présidentielle prévue mardi, ce qui, selon le gouvernement, risque de créer un « vide institutionnel ». Elle exige aussi l'annulation des élections législatives de juin dernier, qu'elle avait boycottées.